

**ARRÊTÉ**  
**DE NOMINATION STAGIAIRE À TEMPS NON COMPLET**  
**DE M. ou M<sup>me</sup> [Nom Prénom]**  
**GRADE [grade]**  
(Catégorie C)

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,  
Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,  
Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d'emplois des [cadre d'emploi],  
Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération en date du [date] créant un emploi de [emploi],

OU

Vu le tableau des effectifs budgétaires,

Vu la déclaration de vacance d'emploi effectuée auprès du Centre de Gestion,

Vu le certificat médical attestant l'aptitude physique à l'emploi en date du [date] (le cas échéant) Vu les services accomplis en qualité d'agent public d'une durée de [durée], par M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom], du [date de début] au [date de fin],

OU

(le cas échéant) Vu les services accomplis en qualité d'agent de droit privé d'une administration et/ou ceux accomplis en qualité de salarié dans le secteur privé ou associatif d'une durée de [durée], par M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom], du [date de début] au [date de fin],

(le cas échéant) Vu la durée du Service national accomplie par l'intéressé,

Considérant que M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom] a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le décret susvisé,

Considérant que M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom] est inscrit(e) sur la liste d'aptitude au grade de [grade] en date du [date] établie par le Centre de Gestion ou le CNFPT ou par l'autorité territoriale de [collectivité non affiliée],

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom] né(e) [nom de jeune fille] le [date de naissance] est nommé(e) [grade] stagiaire à temps non complet à compter du [date], pour une durée de [durée],

**ARTICLE 2 :**

L'intéressé(e) est classé(e) au [échelon]<sup>e</sup> échelon de son grade (IB [IB], IM [IM].) avec une ancienneté de [ancienneté], conformément au décret du 30 décembre 1987 susvisé prévoyant la prise en compte des services antérieurs à la nomination,

**ARTICLE 3 :**

M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom] est soumis(e) :

- au régime général de la Sécurité Sociale et est affilié(e) à l'IRCANTEC (moins de 28 heures hebdomadaires).

OU

- au régime spécial de Sécurité Sociale des fonctionnaires et est affilié(e) à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (28 heures hebdomadaires et plus).

**ARTICLE 4 :**

Avant le terme normal, il peut être mis fin au stage de M. ou M<sup>me</sup> [Nom, Prénom] :

- en cas d'insuffisance professionnelle, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dès lors que la moitié du stage sera accomplie,

- en cas de faute disciplinaire, après avis du Conseil de Discipline, dans les deux cas, la fin de stage a lieu sans préavis ni indemnité de licenciement et après communication du dossier à l'agent.

**ARTICLE 5 :**

Le Secrétaire général (ou le Directeur général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au représentant de l'État,

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]

Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le [date]

Signature de l'agent :

**NB : Pour permettre le classement en catégorie B active, au regard de la CNRACL, en plus du grade, l'arrêté devra comporter les fonctions exercées. Voir liste des grades concernés en annexe 1.**